

LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées
La lettre du C.D.E.S. (0561240200 - 074412017)

LE REPAS DE BLAIREAUX



LIRE EN PAGE 70

N° 79 - Février - Mars 2003 1.5 euros

sion à Blagnac _ Grève des transports = usagers solidaires
Le Pen... et puis après _ Comment payer le travail carcéral ?
C'est pour ton bien _ Terrorismes manipulés _ Télé-réalité

Les moutons de Panurge _ La plus terrible des armes de destruction massive : le marché _ Couleur bleu marine _ Agir contre la répression
Associations d'environnement, salariés exploités _ Il ont voté contre
Expertise ? , vous avez dit expertise ? _ Quo se voyan todos !
Côte d'Ivoire _ Brésil _ Le repas de blaireaux.

La Lettre du C.D.E.S.

bulletin du réseau

LE COMBAT SYNDICALISTE

est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal

Le Combat Syndicaliste

7, rue St-Rémésy

31000 Toulouse

Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Vous pouvez également le consulter
en ligne sur :

<http://cnt-ait.info>

(animé par la CNT-AIT d'Auxerre)

Abonnement un an

Tarif normal : 7,5 euros

Abonnement de soutien : 15 euros ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158

82001 Montauban cedex

Autres adresses

Secrétariat de l'AIT

AIT, NSF bois 1277, V.3a, N-0121 USLD,
Norvège.

CNT, Bureau confédéral

B.P. 51142, 34008 Montpellier Cdx 1.

UR Aquitaine

CNT, BP 8176, 64181 Bayonne Cdx.

UR Méditerranée

CNT, 9 rue Duchalmeau,

66000 Perpignan.

UR Normandie

CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx.

UR Paris-Nord

CNT, BP 352,

75526 Paris Cdx 11.

UR Centre

CNT, BP 1303,

37013 Tours Cdx.

UR Est

CNT, C/o CESL, BP 121,

25014 Besançon Cdx

Rhône-Alpes

CNT, BP 223,

38405 St-Martin d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0569 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor

IMP-SPE CNT-AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre
militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.



On connaît l'histoire, sortie de la plume de Rabelais.

Panurge, ce joyeux personnage qui ne perd jamais l'occasion de rosser le guet (la police de l'époque) ou de ridiculiser les créfins qu'il rencontre sur son chemin, Panurge, donc, se prend de querelle avec un marchand de moutons. Circonstance particulière, ils se sont embarqués ensemble pour une traversée maritime, Panurge avec quelques-uns de ses amis, le marchand avec tout son troupeau. Panurge, bien décidé à se venger du commerçant, lui achète un mouton. Le plus beau, le plus fort, le plus cher. A peine l'a-t-il payé, que, sans rien dire, il balance devant les autres la bête en pleine mer. Les moutons sont des animaux qui aiment l'ordre et le consensus. Ce que l'un d'entre eux fait, les autres le refont. Sans réfléchir. Un mouton étant dans l'eau, "tous, à la file, sautaient dedans la mer et périssaient". Ainsi disparut le troupeau mais aussi le marchand, emporté par ses troupes alors qu'il tentait de les retenir en s'accrochant à leur toison. Cinq cents ans après Rabelais, les moutons n'en ont tiré aucune leçon. Et les hommes ?

Chez eux, c'est-à-dire chez nous tous, tout commence par un dressage méthodique, par l'apprentissage de la soumission. "C'est pour ton bien", nous répète-t-on, dans la famille, à l'école, comme sur les ondes de Télé-réalité, la chaîne qui fournit les sujets de conversation pour tous les repas de blaireaux de la planète (avec quelques variantes, pour la forme). Télé-réalité, qui martèle sans vergogne pendant des jours et des jours que le bagagiste de Roissy est un terroriste (forcément, puisque c'est un arabe) et qu'il mène une vie sans histoire (preuve supplémentaire : un arabe sans histoire, c'est louche). Et, si c'est pas lui le terroriste, c'est donc son frère, ou un autre : le tout c'est de faire peur. Les Pouvoirs ont toujours bâti leurs empires sur la peur. Dans une France qui a pris une sacrée teinte bleue marine, le coupable, c'est toujours le petit. Jamais le gros poisson. Les experts, qu'ils soient du monde de l'économie ou de la médecine, vous le diront. Salariés de Métaleurop, Daewoo, Air Lib, Lu, de la SNCF, vous qui serez jetés à la rue par milliers dans les prochains jours - comme ceux de Newells et de centaines d'entreprises l'ont été dans les dernières semaines - ne percevez-vous pas que le danger, ce n'est pas votre voisin ? Que la plus terrible des armes de destruction massive, c'est le marché ?

Le marché. Quand ils disent ce mot, les puissants ont tout dit, tout justifié. Le Marché. Et c'est la guerre (française) en Côte d'Ivoire. Le Marché. Voilà le mazoutage des plages de la Galice à l'Aquitaine. Le Marché. Et tout s'explique : le travail carcéral restera un esclavage.

Moutons, mes frères, il y a de quoi devenir enragés. Comme ceux de "l'Assentamento 24 avril", bien loin d'ici, au Brésil, qui n'ont plus l'intention de se laisser tondre, même si les tondeurs ont changé de couleur (mais pas de méthode). Comme ceux qui, ici, parmi les travailleurs municipaux de Blagnac, dans les entreprises pardon, les associations d'environnement à Montpellier, et sûrement un peu partout, beaucoup plus qu'on ne le dit, font pied à pied de la résistance face à leurs patrons. Moutons, mes frères, et si c'était nous, cette fois, qui jetions nos bergers à la mer ? Cul par dessus tête !

A. Thélème ●

La plus terrible des armes de destruction massive :



Il existe des guerres dont on nous parle tant et tant que l'on finit par les voir comme la pire horreur du monde. La guerre "promise" en Irak et peut-être dans tout le Moyen-Orient est de celles-là. Comme aux temps bénis des missiles "Scuds" et "Patriotes" de la Guerre du Golfe, on nous abreuve de fausses nouvelles, bien avant le début même des hostilités. Et soyons sûrs que grâce à CNN, Al Jesira et aux services de propagande de l'ONU et de l'armée américaine, on sera, par télé interposée, aux premières loges de ce nouveau War-Game planétaire.

La fin du show est paraît-il déjà prévue. L'ONU fera la police et les américains exploiteront le pétrole en attendant que les Irakiens apprennent les valeurs de la démocratie façon occidentale. Des milliers d'Irakiens vont mourir sous les bombes, et quelques G.I. feront d'émouvants macchabées décorés au nom de la liberté. L'axe du bien aura triomphé d'un tyran que l'on donnera en pâture à un pseudo tribunal international. Chacun ira de son hypothèse sur les raisons d'une telle boucherie ; sauvetage de la démocratie, rééquilibrage stratégique, ficage occidentale du monde, OPA musclée sur le pétrole, opération électorale américaine, les analyses nous tomberont sur la tête comme une pluie de bombes sur Bagdad. On verra même des femmes en faire tomber leur voile et des humanitaires télégéniques en kaki nous rejouer la valse des sacs de blé, des sacs de riz. Ça, ce sont les guerres dont on nous parle, dont on meuble nos pous intérieurs et nos vieux souvenirs de liberté.

Et puis, il y a les guerres dont on nous parle si peu, ou alors à voix basse, par un article à la sauvette au fond d'un quotidien pour intello gauchisant. Ce sont des combats sans armée, des embuscades sans revolver, des massacres sans bombe. Ainsi, à Genève, en décembre 2002, tandis que le petit écran se partageait entre l'axe du bien de chez Bush et le saumon fumé de chez Machin, un affrontement bref et terri-

fiant condamnait à une mort certaine près de 70 millions d'êtres humains. A cette date, se réunissaient les instances décisionnelles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour ratifier un accord international sur la production de médicaments génériques [1].

"Aucune maladie rentable ne pourra être incluse dans la liste des maladies prioritaires"

Cet accord prévoyait la facilitation de l'accès aux médicaments génériques pour les pays en voie de développement, en autorisant leur fabrication par des pays émergents à faible prix sous licence. Il devait permettre aux pays pauvres de se procurer à bas prix les médicaments indispensables pour combattre les grandes épidémies qui les frappent (sida, malaria, tuberculose, etc.). Le système prévoyait une série d'exemptions sur les droits des brevets, permettant ainsi aux pays sans capacité de production nationale d'importer des copies bon marché de médicaments brevetés. Mais sur les 146 pays membres de l'OMC (il y a environ 200 pays sur cette planète), un seul refusa de voter cet accord, les Etats-Unis ! Raison invoquée : le texte n'était pas assez précis sur les maladies couvertes. En fait, l'administration américaine de Bush défend les intérêts des multinationales pharmaceutiques qui ont dépensé plus



d'un milliard de dollars pour le soutenir lors des dernières élections américaines. L'industrie pharmaceutique voit d'un très mauvais œil la fabrication de génériques, car cela réduirait les profits monstrueux qu'elle engrange en ayant, sous couvert de brevet, le monopole de la commercialisation de ces molécules qu'elle vend bien sûr à des prix sans rapport avec les coûts de production. Un représentant de l'industrie du médicament, présent à Genève, résuma la situation en affirmant, non sans cynisme "qu'aucune maladie rentable pour cette industrie ne pourra être incluse dans la liste des maladies prioritaires (qui auraient dû bénéficier de cet accord)". L'accord fut rejeté car, l'OMC fonctionnant selon le principe du consensus, le refus d'un seul pays suffit à bloquer un accord. En réalité, les américains ont de tels moyens de répression économique (droits de douane exorbitants, embargo sur les matières premières, suspension des prêts bancaires) qu'aucun pays ne peut se permettre de les braver sous peine de faillite à moyen terme. Les pays européens (2), dont l'industrie du médicament se porte à merveille, jouent les humanistes effarouchés en votant "pour l'accord" mais ne bronchent pas davantage, trop heureux de voir les américains défendre seuls leurs intérêts communs.

Une guerre sans arme, une guerre silencieuse, sans spectacle, une guerre de tous les jours où les morts se

SUITE PAGE 4



comptent par millions. Le sida frappe aujourd'hui 40 millions de personnes dans le monde, dont trois millions d'enfants, et plus de 90 % ne bénéficient pas d'anti-rétroviraux. La malaria frappe en Afrique un million de personnes par an, c'est-à-dire à peu près 3 000 par jour. Deux milliards de personnes n'ont pas accès aux médicaments essentiels. Chaque année, 17 millions de personnes meurent de maladies infectieuses, 90 % d'entre elles vivent dans les pays dits "du Sud" alors que les pays dits "du Nord" accaparent 82 % du marché mondial des médicaments. Pourtant, pour un grand nombre de ces maladies, il existe des médicaments efficaces ou limitant fortement les effets de la maladie, mais ces médicaments sont à vendre... au prix fixé par les firmes pharmaceutiques. On atteint là le comble du cynisme capitaliste. Tandis que Bush et

consorts nous font des leçons de bien et de mal en se préparant à offrir aux multinationales le pétrole irakien, ils assassinent au nom de la liberté du marché des millions d'êtres humains. Ce triste bal genevois sous les lambris du palais moderne de l'OMC où le fric danse sur les cadavres du marché n'est qu'un épisode d'une guerre encore plus vaste. Ce non-accord international ou plutôt cet accord pour interdire de se soigner à la majorité des hommes et des femmes de cette terre, n'est qu'une des facettes d'une domination totale. Le même fonctionnement est assuré dans d'autres domaines par d'autres instances représentant le même pouvoir.

"les prédateurs ...
héritiers de cette classe de
dominateurs qui gèrent
l'économie depuis cinq
cents ans."

Banque mondiale et FMI (Fond Monétaire International) gèrent la planète à coups de prêts, d'accords économiques, de subventions, contre l'engagement des Etats à appliquer leurs directives. Dans un livre dénonçant ce pouvoir planétaire [3], Jean Ziegler, homme politique suisse se réclamant du mouvement des anti-mondialistes, explique qui sont ces maîtres du monde : "Ce sont les minces oligarchies qui détiennent le capital financier spéculatif mondialisé et que, dans mon livre, j'appelle les prédateurs. Ce sont les héritiers

de cette classe de dominateurs blancs traditionnels qui gèrent l'économie depuis cinq cents ans. Près de 90 % des 1 000 milliards de dollars échangés chaque jour passent par les mains de ces sociétés. Des sociétés multinationales, comme Microsoft, l'Union des banques suisses, la Société Générale, General Food... Aujourd'hui, 200 de ces entreprises contrôlent près de 28 % de la production de richesse mondiale". Ces maîtres du monde exercent leur pouvoir à travers les organisations supra-nationales telles que le Fond Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui mettent en oeuvre le consensus de Washington. Il s'agit d'un ensemble d'accords informels conclus tout au long des années 80-90 entre les principales sociétés transcontinentales, les banques de Wall Street, la Réserve fédérale américaine et les organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale).

Ces accords informels visent à obtenir la liquidation de toute instance régulatrice (Etat ou organisation internationale), la libéralisation la plus totale et rapide de tous les marchés et l'instauration à terme d'un marché mondial unifié et totalement autorégulé.

La voilà, la guerre totale. L'armée du profit, sans couleur ni drapeau mais avec pour artillerie le dollar, pille et massacre la planète jour après jour.

SUIVE PAGE 3

OMC : Comment ça marche ?

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), constituée de 146 états-membres, a été créée en 1995 pour succéder au GATT (ancienne instance régissant les accords commerciaux). Elle se donne pour objet de définir les mesures assurant la régulation du commerce mondial. Trois organes gèrent conjointement l'OMC.

1_ L'Organe d'évaluation des politiques commerciales.

Il se compose de l'OMC elle-même, de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International. Les votes se font au prorata des contributions financières des pays membres (1 dollar = 1 voix). On imagine le poids des pays du Sud !

2_ Le Conseil général.

Il gère les affaires courantes lors des réunions souvent informelles sur les sujets sensibles. Les émissaires des acteurs économiques les plus puissants sont omniprésents, ils encadrent les

travaux. Les pays pauvres n'ont pas les moyens de suivre les travaux simultanés et sont obligés de "choisir" leur sujet. Une quarantaine de ces pays n'ont même pas de représentant à Genève, ou réussissent seulement à se payer un ambassadeur commun à plusieurs. Les décisions doivent être prises au consensus, sans jamais de vote. Le calendrier et le contenu des négociations est entre les mains du "QUAD" (Etats-Unis, Canada, Japon, Union Européenne).

3_ L'organe de règlement des différends (ORD).

C'est la juridiction mondiale compétente pour tous les accords. Seuls les critères commerciaux sont pris en compte. L'accord de tous est nécessaire pour ne pas appliquer de sanctions.

[d'après un texte de la confédération paysanne]

De 1890 à 1990, la population mondiale a été multipliée par 4, la richesse par 14 et la production industrielle par 40 ! Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Aujourd'hui, 826 millions de personnes sont chroniquement et gravement sous-alimentées. Chaque jour, 100 000 personnes meurent de la faim ou de ses suites immédiates. En décidant en quelques minutes de déplacer leurs capitaux en fonction de la maximisation des profits, les "maîtres du monde" décident chaque jour de la vie et de la mort de centaines de milliers de personnes. Saddam ou Coussama, purs produits du système capitaliste, despotes sanguinaires, qui nous sont vendus comme les bourreaux des temps modernes, ne servent-ils pas entre autres manipulations à nous faire oublier l'arme de destruction massive la plus efficace : le marché ?

Interrogé par un journaliste sur le devenir de tout cela, ce même Jean Ziegler, député européen, expert auprès de l'ONU, sociologue établi, donc peu soupçonnable de terrorisme, répondit : "Il n'est pas question aujourd'hui de négocier une coalition hâtive entre quelques restes de gauchisme et des ruines du trotskisme. Il faut changer de perspective : on est aujourd'hui dans un moment de rupture des temps... Lorsque ces institutions nous demandent ce que nous voulons et nous reprochent de ne pas avoir de projet et donc de ne pouvoir dialoguer avec nous, je donne l'exemple des révolutionnaires de 1789 : ils savaient ce qu'ils ne voulaient pas, mais n'avaient pas de projet précis. Demander aux altermondialistes quel est leur projet, c'est comme demander, au soir du 14 juillet, à ceux qui avaient pris la Bastille de réciter le premier article de la Constitution de la 1ère République ou de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Le programme du mouvement se fait en marchant".

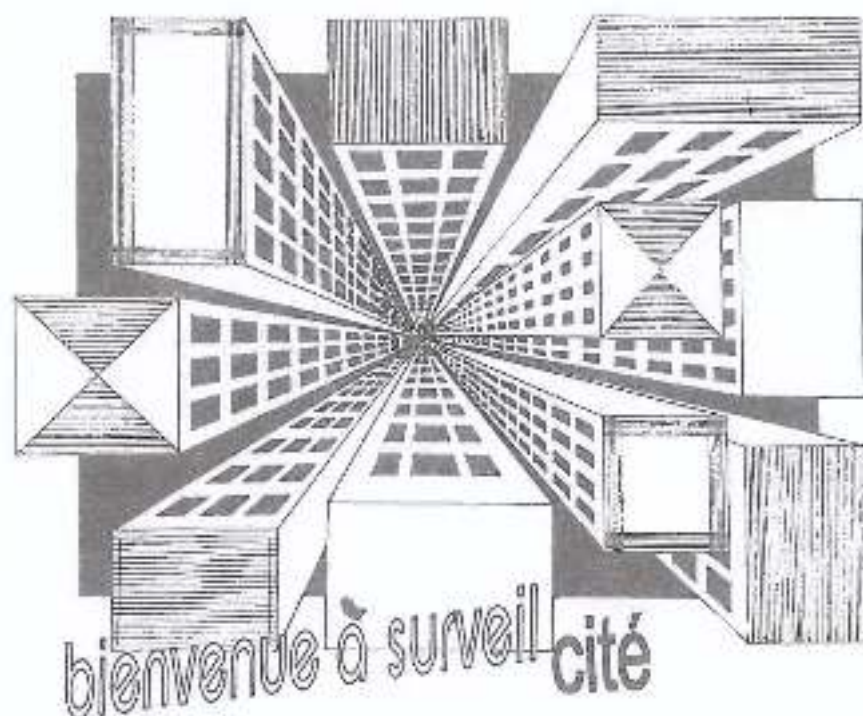
Adrien, Tarbes ●

1. Médicament générique : lorsqu'une firme dépose un brevet pour une nouvelle molécule thérapeutique, elle

COULEUR BLEU MARINE

En ces temps de pâles figures, samedi 11 janvier, je me trouvais à la terrasse d'un troquet, profitant d'un petit rayon de soleil. Tout en sirotant un petit café, je passais le temps à contempler mes contemporains. Au coin de la rue tout à coup s'arrête un véhicule blanc flambant neuf, avec la marque de fabrique de la mairie "police municipale". En descendant deux pantoflors d'un bleu marine imprégné de frais. Un maigre et un gros avec des têtes joviales de croque-mort. Assise sur des marches, se trouvait une jeune fille et son chien. Elle était assise là, à regarder passer le temps, personne ne l'avait même remarquée, c'est dire si elle "troublait l'ordre imposé". Comme sûrement ils n'avaient pas de mission moins dangereuse, je les vis se diriger vers elle et avec des paroles de leur cru et lui montrant leur dextérité à manier leur petit bâton à taper sur la tête, glorieusement ils lui firent signe d'aller ailleurs. En passant devant moi, elle me dit : "font chier à nous pourrir la vie !". "Te barres pas, te barres pas, lui dis-je, faut se dire qu'il y a bien des personnes qui vont finir par comprendre que c'est contre la population qu'il y a de plus en plus de bleu marine partout où l'on va !". "Tas peut être raison, mais en attendant, c'est misère". Elle me parut bien moins "à la rue" que bon nombre de passants affairés à consommer des soldes. Les deux héros du jour étaient remontés dans leur char et, passant devant nous au ralenti, nous lancèrent un regard aussi limpide qu'une eau boueuse, puis ils disparurent au bout de la rue, s'en allant vers d'autres aventures à raconter le soir en s'envoyant quelques vinles anisettes. Au bout de quelques minutes, elle reprit sa route, me gratifiant d'un au revoir souriant.

JP ●



à l'exclusivité de la fabrication et de la commercialisation de cette molécule. Après un certain nombre d'années, la protection du brevet tombe et cette molécule peut être fabriquée et vendue par n'importe quelle firme. 2. L'Union européenne a lancé, jeudi 8 janvier 2002, une initiative pour tenter de débloquer les négociations à l'OMC sur l'accès des pays pauvres aux

médicaments, en présentant un compromis qui donnerait un rôle d'arbitre à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Sachant que l'OMS est également la proie des lobbies du médicament, on mesure le "courage" des gouvernements européens. 3. Jean Ziegler, "Les Nouveaux Maîtres du Monde et ceux qui leur résistent".

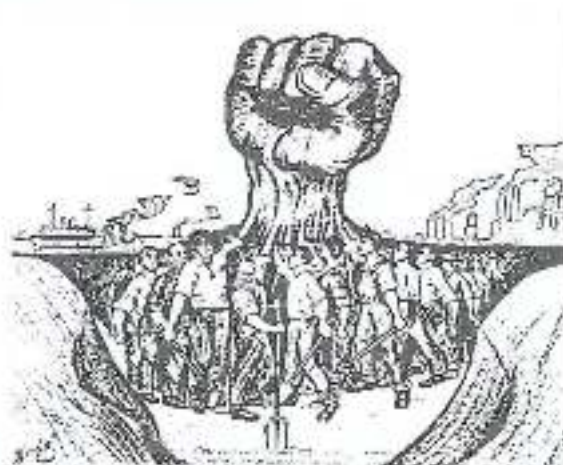
Vingt ans cette année que je suis infirmière territoriale à la Mairie de Blagnac. Pendant quinze ans j'ai eu l'opportunité de travailler dans des secteurs d'activité intéressants tels que l'insertion et l'aide aux plus démunis. On m'a confié des missions de responsabilité sans en avoir forcément le titre et le salaire correspondant, des projets à mettre en place dont personne ne voulait, et j'avoue humblement avoir travaillé beaucoup et avec plaisir dans ces missions de service public qui de plus, concernaient les franges de population le plus en difficulté.

Il y a un peu plus de cinq ans, changement politique des élus (nous ne parlerons pas d'étiquette politique ! Qu'importe...). Mise en place alors de primes aléatoires sur les payes du personnel avec des inégalités salariales volontairement entretenues par l'autorité. Ces modes "discriminés" de distribution de "récompenses", sur des bases inconnues ou arbitraires, nous obligent avec un collègue sympathisant de la CNT à réagir et à sortir un tract dénonçant ces pratiques.

La sanction déguisée tombe sans délai : mutation de service pour nous deux. Il y avait alors deux solutions, soit s'occuper juridiquement de nos cas individuels, soit créer une section CNT officielle à la Mairie et continuer à mettre en place les rapports de force nécessaires. Au vu de ce qui nous semblait arriver de peu réjouissant pour les mois à venir, nous avons choisi la deuxième solution.

Une fois la section mise en place, un bulletin mensuel "l'intelligence de la lutte" nous permet d'expliquer nos idées, et d'intervenir sur des affaires courantes (paiement du 1er mai pour les vacataires, répression, inégalités...)

Parallèlement dans le cadre de mon poste de travail (j'étais passée d'un poste de responsable de secteur à un poste de terrain sous la responsabilité d'une personne ayant un grade inférieur au mien), la pression continue : on me confie des missions qui me sont ensuite retirées, on m'affecte, on me désaffecte, je fais le dos rond !



AGIR CONTRE LA REPRESSION [A BLAGNAC]

Mon collègue quant à lui n'est pas trop inquiet, il a changé de service mais la pression est tombée.

Sur le plan syndical, une lutte se met en place à l'initiative des vacataires de l'animation. Cette lutte monopolise pratiquement les actions de la section CNT-AIT pendant près d'un an (conseils d'employés, AG des vacataires, actions directes de terrain, propagande). Les vacataires ne souhaitant surtout pas de syndicats dirigistes et voulant rester maîtres de leur lutte et de leurs moyens d'action, très vite ne se sont retrouvés avec eux que le syndicat des autonomes et la CNT-AIT (SUD en pointillé) dans un esprit assembléiste.

Les autorités se retrouvent donc dans l'impossibilité de négocier comme elles le font d'habitude avec les syndicats traditionnels et les vacataires demandant à être reçus ensemble dans le cadre d'une assemblée générale. Les élus sont décontenancés et le mouvement se durcit. Les grèves du 13 avril et du 4 mai 2000 se déroulent avec des assemblées générales sur la place de la Mairie. C'était bien la première fois dans l'histoire de la mairie de Blagnac que des employés solidaires se mettaient en grève et décidaient ensemble, sans dirigeant, sur un espace public, des suites à don-

ner au mouvement (jusqu'à 200 personnes sur la place de la Mairie). Les élus plient ! Les vacataires ont gagné leur lutte au-delà de leurs espérances (12 titularisations pour 6 demandées) dans un esprit solidaire et égalitaire.

L'été a passé ! Je pensais naïvement que la pression à mon endroit allait se calmer. En fait, insidieusement, sous couvert de restructuration de services, je passe sous les ordres d'une nouvelle personne et d'autres postes sont créés (postes bien sûr que l'on ne me propose pas même s'ils étaient plus adaptés à mon profil professionnel que le poste que j'occupais !). Toujours avec mon sens naïf du service public, je me dis que ce sera peut-être positif pour les usagers (plus de personnel donc moins débordé et une meilleure qualité de travail). Un mois après, sans en être avertie au préalable, mes deux supérieurs hiérarchiques arrivent dans mon bureau et m'annoncent qu'ils ont ordre de leurs hiérarchies de m'informer que mes missions de travail sont reprises par une autre personne.

Le choc est dur pour moi. Je me retrouve les semaines qui suivent dans un bureau avec un téléphone et plus de dossiers.

SUITE PAGE 7

Je demande des entretiens qui n'aboutissent pas, les choses traînent jusqu'au jour où je reçois un coup de fil pour me convoquer pendant mes vacances de Noël à un entretien avec la haute technocratie des fonctionnaires. Ils m'expliquent alors qu'ils se sont un peu perdus dans l'organisation, me demandent d'expliquer le travail que je faisais (ça faisait un an que j'étais à ce poste là !) et me disent qu'avec mon statut d'infirmière territoriale, il est très difficile de me trouver un poste. Ils n'avaient eu aucune difficulté jusque là à me confier des fonctions de chef de service et de travailleur social !

Ils m'expliquent qu'il leur manque une puéricultrice en crèche et que dans l'attente de ce recrutement, j'irai en crèche et que comme je suis infirmière, ça devrait faire l'affaire, tout cela dit avec beaucoup de rondeur et de pommade. N'ayant pas forcément le choix, leur précisant que je n'ai aucune compétence dans ce secteur d'activités et demandant absolument un écrit précisant que cette affectation est temporaire, je commence à travailler dans cette structure de 90 enfants entre 3 mois et 3 ans.

Le profil de poste ne correspond en rien à la réalité, le manque de personnel est criant et je me retrouve sur un double poste de travail, remplaçant les auxiliaires de puériculture auprès des enfants et dans le même temps à gérer les problèmes de santé des enfants, les entrées, les sorties, les plannings et j'en passe.

Un matin, je suis affectée par la directrice sur la section des bébés (20 enfants entre 3 mois et 1 an) avec un agent de service qui était ivre, une heure après je suis appelée sur la section des grands car un enfant faisait des convulsions, je laisse mon premier poste avec la collègue incapable d'assumer son poste de travail et je vais palier à l'urgence sur l'autre secteur. Lorsque ma journée fut finie à 19h, je savais qu'il ne fallait pas que j'aie travaillé le lendemain, tellement la pression était importante ; j'avais peur de commettre une faute

professionnelle et de "péter un plomb" face aux gamins.

En accord avec mon médecin, nous avons démarré des arrêts maladies. J'ai pris rendez-vous très rapidement auprès du médecin du travail pour lui expliquer la problématique. J'ai écrit à plusieurs reprises au maire pour lui demander une autre affectation : pas de réponse ou réponse évasive.

Les mois s'écoulaient, tout est bloqué. Je passe en demi-traitement, plus de prime, ni mensuelle ni annuelle puisqu'elles sont basées sur "la qualité" de travail de l'agent. Le médecin du travail, qui entend ma



requête, demande une expertise médicale pour essayer de débloquer la situation. Je suis convoquée en expertise psychiatrique à Rangueil au centre médico-légal, l'expert remplit son questionnaire. Il semble entendre et comprendre ce que je lui dis. Le dossier passe en comité médical, la réponse tarde plusieurs semaines et là quelle n'est pas ma stupeur en apprenant qu'une contre expertise est demandée par l'employeur.

Ce récit est bien long et n'explique pas dans quel état psychologique on se retrouve dans ce genre de situation. Difficile d'imaginer quand on a bossé toute sa vie, que du jour au lendemain on se retrouve avec des journées vides, des regards en coin dans la rue, des sous-entendus, des justifications à donner à son entourage, à ses amis, à sa famille, des fins de mois ingérables, comment on se sent floué et humilié. Difficile d'imaginer qu'ils peuvent être si froids pour bousiller la vie d'une personne qu'ils veulent anéantir.

Après avoir été en congé de maladie et passé une contre-experti-

se fin janvier dans l'attente d'un nouvel examen de mon dossier par le comité médical départemental, j'ai appris incidemment que j'étais mise "en disponibilité d'office depuis le 15 janvier 2003", sans en avoir été officiellement informée et sans que l'administration, en réponse à mes questions, soit capable de me préciser à quoi correspond ce statut !

Décidée à ne pas subir l'arbitraire de l'administration municipale, et largement soutenue par des collègues employés municipaux et par des sympathisants, réunis dans un Comité de Soutien d'individus ainsi que par les syndicats de l'Union régionale CNT-AIT de Midi-Pyrénées, la riposte s'organise sur trois niveaux :

- Sur le plan individuel, avec un avocat qui mettra en oeuvre toutes les procédures d'usage dans ce type de cas,

- Au niveau du Comité de Soutien : des pétitions de solidarité ont déjà reçu un large écho, et différentes actions sont en préparation,

- En ce qui concerne l'Union régionale des syndicats CNT-AIT, une campagne d'information nationale dénonçant des dysfonctionnements graves dans ce dossier comme dans d'autres à la Mairie de Blagnac est en cours d'élaboration. Une caisse de solidarité a été créée et un appel à souscription a été lancé. *

ENVOYEX VOTRE CONTRIBUTION SOLIDAIRE A :

CNT-AIT, 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE. Chèques à l'ordre de :

CNT, CCP 3 117 57 H TOULOUSE

Tâche LISTE DE SOUSCRIPTION :

E.B. 220 Euros / Nag. 38 E / J.P.G. 80 E / Grou. 20 E / M.L. M. 100 E / B.G. 30 E / D.B. 100 E / O.M. 200 E / G.A. 230 E / D.T. 20 E / A.P. 100 E / A. 50 E / V.J. 500 E / F.N. 70 E / G.L. 10 E / R.M. 30 E / J.G. 30 E / A. 30 E / H.V. 15 E / G.A.E. 80 E *

BUS_ METRO_ BOBO Novembre. Le métro a des coupures, le matin quand on part au boulot, le soir quand on rentre, et puis n'importe quand dans la journée. Vingt minutes, une heure... ça dépend. Dans tous les cas, les passagers sont obligés de quitter les rames et les stations... et de se débrouiller. Les bus sont bondés, et encore heureux quand il y en a. On parle de coupures techniques, de grèves... personne ne sait très bien.

Décembre, ça continue, en pire. Une chose se précise : il s'agirait bien d'une grève perlée de "certaines catégories de personnels", (ceux qui seraient au centre de pilotage*1). Mais les revendications ne sont pas connues. D'ailleurs, il n'y a pas de véritable information, ni de la part de la direction, ni de celle des syndicats institutionnels, ni des grévistes. Nous n'en savons pas plus.

Tout ce que nous savons, c'est que les militants qui habitent en banlieue nous disent, à la réunion de notre syndicat CNT-AIT, que, si la grève n'a que peu de répercussions pour les gens du centre ville, la colère monte dans les quartiers : les retards quotidiens au travail, à l'école, l'impossibilité de sortir le soir (on ne sait jamais si on pourra rentrer), et encore plus le week-end (fermetures quasiment systématiques), l'imprévisibilité des coupures... rendent la vie au quotidien insupportable, surtout avec l'hiver qui commence. La situation pourrait progressivement et des habitants, qui n'ont aucune information, commencent à gueuler contre les grévistes et à demander qu'on les oblige à reprendre le travail... Evidemment, on ne s'y prendrait pas autrement si on voulait monter la population contre le droit de grève et si on voulait pousser l'exaspération jusqu'à l'incident (et l'exploiter ensuite médiatiquement contre les habitants - sur le thème de l'insécurité et contre le droit de grève).

Mais, que faire ? Malgré nos recherches, nous n'avons pas de contact direct avec les grévistes. Alors, nous décidons collectivement de prendre une position de principe : contre le patronat, pour le droit de grève, pour les revendications des habitants en matière de transport.

Mais, que faire ? Malgré nos recherches, nous n'avons pas de contact direct avec les grévistes. Alors, nous décidons collectivement de prendre une position de principe : contre le patronat, pour le droit de grève, pour les revendications des habitants en matière de transport.

D'ailleurs, ces trois points sont bien liés dans nos têtes. Et, si nous n'avons pas de syndiqués chez les tramotins, nous en avons chez les usagers les plus touchés ! C'est le point de départ pour l'action. Un tract est alors rédigé. Sous le titre "Bus, métro, baba", il fait le point (voir encadré) et est signé "Les usagers solidaires". Ayant été rédigé par des militants et sympathisants de la CNT-AIT, il porte notre adresse. Dans les jours qui suivent, nous le distribuons massivement autour des stations des quartiers concernés. Il est très bien accueilli par les habitants avec lesquels nous discutons, en particulier l'idée que la grève, au lieu d'être une coupure du service, devienne un transport gratuit ! Et puis, très vite, le métro reprend son fonctionnement habituel. Y sommes-nous pour quelque chose ? Nous n'en savons rien, mais dans cette période de régression sociale, nous avons montré qu'on peut toujours être solidaires et actifs !

Un militant ●

*1_ ce métro fonctionne électroniquement, sans chauffeur, à partir d'une station centrale de pilotage.

La grève, c'est fait pour la satisfaction des revendications et aussi pour montrer aux autres qu'il est possible de lutter et de gagner. Face au refus d'une direction, il n'y a pas d'autre choix. Les patrons jouent la montre, entendent les conflits, pourrissent la situation. Ils veulent que les usagers se révoltent contre les grévistes.

Pourquoi y a-t-il la grève dans les transports toulousains ?

● S'ils font grève parce que dans le métro et dans les bus aux heures de pointe on est toujours serrés comme des sardines... Alors, ils ont raison d'être en grève. ● S'ils veulent des équipements modernes pour éviter les queues interminables difficilement supportables... Alors, ils ont raison de faire grève. ● S'ils considèrent qu'il y a trop de contrôles intempestifs et mal venus... Alors, ils ont encore raison de faire grève. ● S'ils pensent que toutes les conditions de sécurité ne sont pas réunies sur le chantier de la ligne B, où il y a eu un accident mortel il n'y a même pas un mois... Alors, c'est encore bien qu'il y ait la grève. ● S'ils estiment que le prix du billet est bien trop élevé pour nous les usagers qui nous arrions souvent de beaucoup de patience... Qui va s'en plaindre ? Nous, les usagers ? Non !

Les dirigeants pensent au tir-à-coise. Ils veulent nous faire croire que les grévistes sont nos ennemis. Hé bien, non, ça ne marche pas !

Aujourd'hui, c'est dans les transports qu'ils luttent. Demain, ce sera le tour d'une autre profession et après-demain, ce pourrait bien être le nôtre, même si c'est la grève des loyers parce que les HLM tardent dans les travaux de l'après-explosion et qu'ils veulent nous sautirer le peu qu'ils nous ont concédé. Alors, pour que les luttes aboutissent bien plus vite, il est nécessaire que la solidarité des usagers se voit clairement. Il faut que cet élan entre les grévistes et les usagers soit bien visible, par exemple en faisant fonctionner les transports sans obligation de compostage des billets. Ce seraient alors les dirigeants qui ne seraient pas contents. Sûr qu'il lâcheraient plus facilement.

Tous pour un, un pour tous - Bus et métro gratuits !

(Extraits du tract "Grève des transports, usagers solidaires") ●

Nous avons rendu compte, dans notre numéro 76, du procès en première instance fait à notre compagnon Jean-Louis par deux associations dont il était salarié. Le verdict est tombé. Sur l'action civile, une des associations, la SPNLR (Société de Protection de la Nature du Languedoc Roussillon) a été purement et simplement déboutée du fait de la grossière irrégularité de son attaque. Pour le moins, on peut s'étonner qu'une association, composée de nombreuses hautes personnalités (caractéristique fortement souligné par leur avocat dans sa plaidoirie), sensées, moins que toute autre personne, ne pas ignorer la loi, poursuivie aussi irrégulièrement un salarié. Pour l'autre association, le CLAPE-LR (Comité de liaison des associations d'environnement.), le tribunal a condamné Jean-Louis à de lourds dommages-intérêts ainsi qu'à une "amende délictuelle". Jean-Louis a décidé de faire appel. Le nouveau procès se déroulera le 12 février devant la Cour d'Appel de Montpellier.

Red. ●

Dans les Associations d'Environnement aussi il y a des salariés bien exploités !

Dans les associations qui emploient des salariés, les bénévoles administrent bénévolement (au sein du Bureau et du Conseil d'Administration) et les salariés travaillent contre salaire. Jusque là, rien de bien compliqué : on est entre militants, que diable, surtout dans les associations d'environnement ! Main dans la main, on met en pratique, ici et maintenant, une société future sans barrières de classe. Bon ! ça, c'est "l'appartement témoin"; la réalité, c'est souvent trop souvent !- l'entreprise tapie derrière le masque de l'association, le patron derrière celui du bénévole.

Un salarié d'association peut-il être bénévole ? Oui, dans la mesure où souvent trop souvent !- il accepte des conditions de travail et une rémunération que n'accepterait pas un salarié d'un autre secteur, parce qu'il trouve une justification morale à son travail.

Un bénévole d'association peut-il être salarié ? Oui... ailleurs que dans l'association. Mais, dans l'association, il n'a pas du tout des préoccupations de salarié. Il a souvent trop souvent !- des préoccupations de pouvoir, vis-à-vis des autres bénévoles et des salariés, dans la mesure où son bénévolat est source pour lui de gratification symbolique, de prolongement valorisant de son activité salariée, présente ou passée. Le bénévole se trouve en position d'employeur quand l'association rémunère des salariés.

On n'a jamais vu des salariés d'association licencier un bénévole. De toute façon, celui-ci n'y perdrait pas son moyen d'existence. Par contre, on a souvent vu des bénévoles licencier des salariés de leur association et, dans ce cas, ce salarié y perd son salaire, donc, ce qui le fait vivre.

UN CAS "EXEMPLAIRE" : LE CLAPE-LR

Un cas "exemplaire" est celui du CLAPE-LR (Comité de Liaison des Associations Pour l'Environnement du Languedoc-Roussillon) dont le siège est à Montpellier, et qui est le correspondant de diverses associations identiques à Toulouse comme dans toute la France. Des emplois-jeunes, pas forcément plus motivés par la protection de l'environnement que par n'importe quel boulot, on succéda aux objecteurs militants à partir de 1999. Restait le permanent, embauché il y a 16 ans. Finissant par "faire tâche" à l'heure où l'entreprise percevait sous l'association, il était licencié en juillet 2000. Celui-ci saisit alors les Prud'hommes. Quelle fut la réponse du CLAPE-LR ? Avec la SPNLR (ces deux associations ayant le même

Secrétaire Général), il accusa le salarié licencié de diffamation, suite aux actions de soutien menées par la CNT-AIT avant et après son licenciement. Après une perquisition à son domicile et une longue garde à vue (procédure pour le moins très inhabituelle dans ce genre d'affaire !), notre compagnon a été condamné en juillet 2002 par le Tribunal Correctionnel. Outre qu'il doit payer un total de 3000 euros, notre compagnon, condamné pour diffamation, ne pourra plus faire reconnaître par les Prud'hommes son licenciement abusif. Il a donc fait appel... Entre temps, au CLAPE-LR, les emplois-jeunes sous-payés se succèdent à un rythme effréné (4 personnes différentes sur un même poste en 3 ans et demi !).

On aurait tort de croire que le secteur associatif représente un mode d'organisation du travail participant d'une société plus juste. Depuis plus d'un siècle qu'elles existent, les associations n'ont pas fait éclore un système économique alternatif. Elles restent immergées dans cette société capitaliste où le salariat consacre des rapports d'exploitation qui ne restent pas à la porte du local associatif. Les salariés des associations d'environnement subissent l'exploitation quotidienne de tout salarié sur son lieu de travail, quelle que soit la douceur de celle-ci ou la légitimité qu'ils lui reconnaissent. Solidarité face à l'exploitation !

CNT-AIT, Montpellier ●

TU ES MALADE ? TU ATTENDS !

La Couverture Maladie Universelle devait permettre à tout le monde de se soigner. Déjà, les titulaires de l'A.A.H. (Handicapés), de nombreux petits retraités... en étaient exclus. Le gouvernement vient d'instituer un délai de carence : un mois de délai est désormais nécessaire avant de pouvoir commencer à se soigner. Ce qui laisse le temps de crever tranquille... ●



Ils ont voté contre Le Pen ... et puis après



Dans les quelques manifs, ou rassemblements qui refléussent ça et là on peut entendre toutes sortes de revendications. En ordre dispersé, chacun prêchant pour sa cause, ils tentent de remobiliser ne faisant en fait que créer de la division. C'est là que le système est balaise, alors que nous subissons tous les mêmes oppressions édictées par la classe de ceux qui tiennent les commandes.

Les politiques et les syndicats au service de la bourgeoisie, ont pour seul rôle de diviser ceux qui subissent la dure loi du système au service du capitalisme. Tous ceux qui s'évertuent à nous faire croire vouloir le réformer, le rendre moins pénible pour ceux qui en pâtissent en faisant confiance à des spécialistes, ne font que lui donner plus de vigueur, et veulent nous faire oublier que le seul résultat est qu'ils contribuent à le faire perdurer.

Il faut entendre les déclarations et agissements des politicards déjà passés aux manettes du pouvoir, comme Juppé, qui s'offre une retraite de très haut fonctionnaire, pendant que ses copains du gouvernement et du patronat veulent, comme lui-même en 95, nous faire travailler encore plus longtemps pour des salaires et une pension de misère ! L'ancienne ministre des sports Buffet, qui prétend dénoncer les atteintes à la jeunesse, elle, qui quand elle était aux commandes, a dans un stade "pété les plombs" et a fait charger les flics contre cette même jeunesse qui faisait, pas comme il faut, la fête. Aubry, frère de ses 35 heures, dont les patrons tirent seuls le profit, nous dit maintenant "il faut changer le monde" Tant de cynisme me révolte !

Il faut changer oui. Il faut changer oui, il faut détruire cette parodie de vie. Vouloir changer le système, le détruire seraient de vieilles idées, relevant du moyen âge, pensent au fond d'eux-mêmes et nous disent tous ces politicards. Justement, à eux qui parlent de moyen-âge, ne sommes-nous pas en train d'y courir à grand pas ? Le moyen-âge des idées, peut être n'y avons-nous jamais été autant que maintenant, le moyen-âge où la bourgeoisie voudrait nous asservir, nous maintenant. Depuis toujours, ce sont les mêmes qui triment, qui galèrent dans une vie d'asservissement et toujours les mêmes qui en profitent, qui se font des vies de rêve, qui s'empiffrent pendant qu'une partie du monde crève de faim. Il est temps de ne plus se laisser attirer par les promesses de changement de tel ou tel politicard. Il est temps, plutôt que d'aller aux urnes comme de doux mou-

tons, pour donner le pouvoir de nous opprimer à des politiciens ou des syndicalistes professionnels qui n'existent que par le système, de prendre nos vies en main. Il est temps de mettre un grand coup de pied à tant d'injustice. Il est temps de rejeter cette vie basée sur le profit des uns par l'avitissement des autres !

La dernière force électorale sert à elle seule d'exemple. Pour soi-disant nous sauver d'un gros facho, ils ont voté, faisant bien leur devoir, donnant à la droite réactionnaire mains libres pour accentuer encore plus misère, répression, et galère pour toujours les mêmes. Une politique ultra-sécuritaire, (sous couvert de soi-disant combattre le terrorisme, qui ne peut au demeurant que servir la cause de ceux qui veulent nous contrôler encore plus) une politique répressive qui n'a pour but que d'exploiter, opprimer et restreindre la liberté du peuple. Tu es sdf, chômeur, misère, étranger à la cité, nomade, dégage de là ! Va voir ailleurs, y'a plus de place pour toi dans la société qu'ils mettent en place.

Dans une petite ville d'Ariège, une personne qui discutait sur un trottoir avec un sdf, a écopé d'un PV. Ces mêmes sdfs, ils les déplacent à 30 bornes, les laissant se débrouiller en pleine nature. Voici venu le temps où ceux qui vivent dans la rue par choix ou parce que cette société les y a jetés n'ont plus droit de cité, droit d'aller où bon leur

semble. A qui veut-on faire croire que ceux qui sont dans la marge, sont un danger pour la cité ? Les gens qui vivent dans la misère sans être des terroristes ? Aujourd'hui eux, et demain ?

De tels actes s'apparentent à une fascisation galopante de l'état. Le fric est investi pour le recrutement et l'équipement des polices et de l'armée avec en contre-partie l'aggravation de nos conditions de vie. Une politique qui fait rougir de satisfaction le gros borge. Une politique que votent à l'assemblée les sociaux ainsi que leurs atalytes de toute la gâche, eux qui étaient au pouvoir y a pas longtemps, eux qui avaient d'ailleurs préparé une partie de ce que la droite vote ou met en application.

Il faut voir le comportement des organes politiques de toute la palette de la "gauche", ainsi que des syndicats grassement rémunérés en partie par les patrons et l'état, qui leur font les yeux doux pour qu'ils tiennent bien tranquille leur base. Du moins ceux qui en ont encore une. Quand on voit le résultat des prud'homales, le taux d'abstention par exemple (67,34 % !), il m'arrive de penser que nous sommes pas mal à ne plus croire à toutes ces balivernes, ne servant dans les faits que les intérêts du patronat et participant de la paix sociale. Pourtant, la classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun. Il ne peut y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin seront le partage de millions de travailleurs !



SD Francis ●



Prison. Le mot est à la mode. Pas un jour ne se passe sans qu'un politicien, plus ou moins véreux, n'en claironne les éloges. Alors, puisqu'ils veulent qu'on en parle, parlons-en. Pour dire la vérité. Pour dénoncer la machine à broyer. Dans notre dernier numéro, c'est de Benoît qu'il s'est agi. Benoît, éjecté de sa cellule juste pour qu'il ait le temps de mourir "dehors". Un cas pas du tout exceptionnel. Encore moins exceptionnel est le quasi-esclavage auquel sont réduits les prisonniers par l'Etat français. En toute légalité républicaine, bien sûr. Comme le précédent, ce texte a été écrit par un prisonnier. Nous en reproduisons l'essentiel, en omettant les lignes qui pourraient permettre d'en localiser l'auteur, et nous rappelons que depuis sa création, "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées" est envoyé gratuitement aux prisonniers politiques et sociaux intéressés. Ils peuvent nous le demander (ne pas oublier le numéro d'écrou).

comment payer le travail carcéral



Après des lustres d'exploitation extraordinaire, dans les hautes sphères de la pénitentiaire, un "brain storming" agite dangereusement les pauvres cervelles des responsables : Comment payer le travail carcéral ?

Et tout ce tracis, par la faute de quelques parlementaires qui surent fermer les yeux si longtemps. Mais, un jour, sans qu'on ne sache dire pourquoi celui-là, ils ont fini par s'indigner de la surexploitation ou plutôt de l'esclavage récurrent dans les prisons du beau pays de France.

Il est vrai que dans ces établissements, on dégote des gars bossant 7 jours sur 7, jusqu'à 10 heures par jour pour quelques 70 euros à la fin du mois...

Comme partout, l'exploiteur profite de la misère pour faire chuter le prix de la force de travail. C'est la loi d'airain du capitalisme, n'est-ce pas ?

Et où y a-t-il plus de misère que dans les prisons ?

Lorsque le directeur de la Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires fait la relape devant les chambres d'industrie, ne vantent-ils pas l'embellie d'une telle main d'œuvre ? Pourquoi s'en priverait-il ?

Tout d'abord, une docilité garantie à toute épreuve.

Si un détenu quitte le boudat, dix candidats se présenteront le lendemain. Si le prisonnier refuse la tâche, s'il rompt le contrat qui n'a de contrat que le nom, il sera jeté au miliard, menacé de transfert et il perdra plusieurs mois de grâce en étant considéré comme une forte tête... Secundo, une précarité totale qui ferait rêver les pires prédateurs du "Medef and

Co". Le travailleur est payé à la tâche, comme dans les ateliers du 19ème siècle. Bien sûr aucun point retraite et, s'il arrive un accident, on ne lui payera pas d'arrêt maladie. On le remplace tout bonnement. Pas d'état d'âme. Même s'il a cotisé au prix fort pendant dix ans (1). Pas un rand pour lui. Qu'il crève ! Et s'il ose la ramener, il faut qu'il sache que la grève est durement réprimée et, en tant que mouvement collectif, sévèrement punie par les tribunaux.

Quand ce n'est plus par la force du bâton que nous descendons dans les ateliers, c'est par la carotte que nous balade devant les naseaux le Juge d'Application des Peines. Car, si on travaille, on bénéficiera d'un mois supplémentaire de grâce. Alors on n'est pas très regardant.

Et si on fait assez de pièces, qu'on bosse à fond en courbant l'échine, la paye ainsi engrangée nous permettra de "faire amende honorable", c'est le cas de le dire, puisque nous rembourserons à crédit les parties civiles.

A la Centrale de ..., le calcul est vite fait : le juge vous octroie un deuxième mois de grâce pour 190 euros déboursés par an. Drôle de comptabilité !

Quoi qu'on ait fait, quel que soit le crime, si on a un petit pécule, on pourra se faire pardonner par mensualités et, après une décennie de petits profits, gagner un an. En prison, l'hypocrisie est élevée au rang de vertu suprême !

Mais il y a des pauvres, des plus pauvres que nous, pour qui 1 euro représente un peu de nourriture supplémentaire. Non seulement pour eux mais surtout pour leurs mêmes laissés à l'extérieur et souvent loin, en Colombie, en Afrique... Il y a tant de misère dans les prisons !

Dans ce pays où l'on paye les jours de liberté comme des poquets de sucre ou de spaghetti, tout ça ne leur dit pas comment payer les journées de travail !

Ici, on embauche à 7 heures et on débauche à 13 heures. On fait la journée continue dans notre journée continue de taulard. Et chaque été, nous avons cinq semaines de vacances si l'on peut dire, mais on ne partira pas à la mer... S'ils nous donnent des congés, ce n'est pas par bonté d'âme, ils n'ont simplement plus assez de personnel pour surveiller les ateliers et la détention... Jamais nos congés ne sont payés. Et cela 67 ans après les lois de 1936...

Depuis l'an dernier, la question de la rémunération du travail carcéral était on souffrance. Les rapports contradictoires se sont multipliés. Les commissions se succédèrent et les plus agiles des fonctionnaires se démenèrent... Et puis un surfeur de la vague des salaires zéro, le nouveau ministre, s'empressa d'éclairer le débat d'une pensée lumineuse : "En vérité je vous le dit, le travail en prison n'est pas un travail comme les



autres". Conséquence toute logique, l'exception de cette exploitation perdurera. Nous ne sommes que des prisonniers, pas grand chose finalement. Pas tout à fait des hommes, même pas des ouvriers.

Ouf ! Enfin, tout est clair, le problème est à nouveau reposé sur des bases saines...

Maintenant, comme l'inquisition déterminait si les femmes ou les indiens d'Amérique avaient une âme, il faut qu'ils décident : sommes-nous des maîtres d'ouvrier donc à travail égal salaire de moitié, ou sommes-nous des tiers d'ouvriers ? Même pas un tiers-état. Rien. Et ce rien qui va au boulot chaque matin de la semaine aux mêmes heures que vous, travailleurs à part entière, se demande bien souvent où sont passés les songes de l'unité ouvrière.

Un prisonnier ●

■ Un déteru cotise en pure perte pour les assurances, accident de travail, veuvage, vieillesse, maladie et maternité, RDS, CGS, et sans quant.



136

JOURS APRES SA LIBERATION, "l'impotent", le "grabataire" Maurice Papon est toujours de ce monde. Monsieur Perben, combien de vieillards, combien de grabataires, combien d'impotents y a-t-il aujourd'hui dans vos prisons ? Monsieur Perben, depuis 136 jours, combien de prisonniers sont morts derrière les barreaux ? Combien n'ont été libérés que pour mourir quelques jours après ? Vous ne dites rien, M. Perben ?

1^{er}-11-2003 ●

expertise ? vous avez dit expertise!

Jeudi 16 janvier 2003, 23 heures, Aéroport de Roissy. Un jeune Somalien (24 ans), sans-papier et demandeur d'asile politique, est expulsé. Trois flics de la PAF (Police de l'Air et des Frontières) l'encadrent. Il fait un premier malaise. Il en fait un deuxième. Un médecin est appelé, pour faire l'expertise de la situation. Il conclut que c'est un simulateur. Le somalien est embarqué dans l'avion, sans trop de ménagements, et, en tant que simulateur agité, il est ficelé sur son siège. L'avion n'a pas décollé qu'il fait un troisième malaise. Il tombe dans le coma. Il n'en ressortira jamais. Trois jours après, le samedi 19, le "simulateur" meurt. "L'expert" est toujours vivant.

Quelques jours avant, le 30 décembre 2002, toujours à Roissy, un argentin est conduit de force dans l'avion. Il meurt d'une crise cardiaque. Son corps est toujours à la morgue. Il n'a pas été réclamé par la famille. L'argentin n'en avait plus. D'ailleurs, il n'avait plus personne en Argentine. Sur réquisition du parquet, des experts font l'autopsie. Ils concluent à la "mort naturelle". C'est sûr, il est tout à fait "naturel" de mourir d'une crise cardiaque quand on est expulsé vers un pays d'où on s'est échappé pour ne pas crever de misère et où l'on ne connaît plus personne !

Janvier 1996, prison de Nanterre. Trois détenus sont au mitord. On les y met pratiquement à poil : pour tout vêtement, ils n'ont qu'un slip de papier (ce qui n'est pas un des "traitement inhumain et dégradant" interdits par la loi, puisque c'est l'Etat qui le fait). L'hiver est rigoureux. Le vent s'engouffre dans la cellule. Il y fait à peine 10 degrés. Les prisonniers se trouvent mal. Mais deux médecins, Louis Huard psychiatre et Didier Lucas généraliste⁽¹⁾, donnent leur conclusion, et vite fait après avoir "examiné" les détenus à distance, à travers les barreaux. Les bons docteurs ont conclu que les prisonniers ne courraient aucun danger. En slip, avec le vent et par 10°, il faut vraiment avoir fait de longues études pour pouvoir affirmer sans rougir une telle ânerie ! Mais on est expert où on ne l'est pas, que diable ! Malgré l'expertise, un premier prisonnier est tombé dans le coma, puis un deuxième, enfin le dernier. Quand le Samu est arrivé, leur température corporelle avait dramatiquement chuté. Elle était entre 20 et 25 degrés ! C'était une extrême urgence. Un peu plus, et ils étaient morts par hypothermie.

18 Septembre 2002. Papon, déclaré par les experts "grabataire", ce qui veut dire, selon la définition du Dictionnaire Robert "Qui est malade et ne quitte pas le lit" et "impotent" ["Qui ne peut se mouvoir, ou ne se meut qu'avec une extrême difficulté"] sort de sa prison sur ses deux jambes, fort alerte, devant les caméras... Les experts n'avaient pas lu le dictionnaire ?

Avec une blessure à la main, Madame X, secrétaire dans le privé aura droit à un jour d'arrêt de travail ou sens pénal du terme, Monsieur Y, policier, avec exactement la même blessure, à trois semaines. Un flic rugbyman, c'est plus fragile qu'une petite secrétaire, c'est sûr, enfin, pour un expert judiciaire.

Je ne sais pas sur quels critères sont sélectionnés les médecins experts qui interviennent à la demande de la police ou de la justice, mais je commence à avoir une petite idée...

Martine ●

■ c'était tellement gros, qu'ils viennent d'être condamnés, après exactement six ans de procédure. Un gardien et le directeur en exercice à l'époque ont été également condamnés. Leurs peines sont déjà amnistiées. Ça n'a pas que des inconvénients, pour certains, une longue procédure...

Il s'appelait "Prestige". Le bien nommé ! Son nom et son histoire résument à eux seuls le capitalisme : une économie prétentieuse, bâtie sur un gros mensonge (ici, un rafiot immonde qu'on fait passer pour un solide bateau), reposant sur l'exploitation des travailleurs, aboutissant à la destruction de la planète. C'est ça, le capitalisme et tout son prestige ! C'est à ça que nos compagnons de Galice (Espagne), viennent d'être confrontés, les premiers de plein fouet. Nous leur laissons la parole.



que se vayan todos

Qu'ils s'en aillent TOUS !



Les délinquants du capital et de l'Etat responsables de la marée noire :

C'était un désastre annoncé. Sur onze naufrages survenus dernièrement sur les côtes européennes, sept ont eu lieu sur celles de Galice. Le transport maritime mondial se fait au moindre coût pour les entreprises transnationales. Ce "résultat" est obtenu par l'exploitation toujours plus grande des travailleurs de la mer (1) et par la professionnalisation toujours moins grande du secteur.

En ce moment, ce sont plus de 8 000 familles qui sont affectées directement dans leur milieu de vie, et 8 000 autres qui voient leur avenir mis en danger à court terme. Sans compter les 500 kilomètres de côtes où la pêche est désormais interdite. La pêche et le mareyage emploient des milliers de travailleurs dans notre région (marins, pêcheurs à pied, acheteurs, vendeurs, transporteurs). C'est un des secteurs de base de notre économie, son naufrage nous entraîne tous dans son sillage.

Cette fois, la catastrophe écologique et humaine est particulièrement coûteuse. Chaque année, la "Costa da Morté" (Côte de la Mort) est désertée par les jeunes : des milliers d'entre eux fuient, pour travailler temporairement aux Canaries, aux Baléares, dans n'importe quel autre endroit d'Europe ou du monde. Cette catastrophe humaine va s'accroître et des milliers de jeunes vont s'ajouter à la longue colonne de l'émigration.

Les oiseaux de mer (cormorans,

pélicans) qui passent (ou vivent) ici lors de leur migration et nichent dans les lagunes voisines de la côte meurent par centaines et il se peut que certaines espèces rares disparaissent. Pour pouvoir nettoyer le fuel qui s'est enfoui sous le sable, il va falloir d'abord enlever celui-ci, et découvrir les fonds marins couverts de goudron.

Fraga, le président du gouvernement régional, parti à la chasse le jour de la marée noire, ainsi que les ministres impliqués, maintiennent et répètent leurs mensonges. La presse et la télé continuent leur travail de désinformation. Le gouvernement central, à Madrid, minimise les conséquences d'un désastre qui aurait pu être évité : il n'y a pas, disent-ils, de marée noire, et encore moins de déclaration de catastrophe ! L'arrogance et le mépris du gouvernement galicien comme du gouvernement central ont été flagrants ces derniers jours, conduisant à refuser l'aide des autres pays car "tout était sous contrôle". "Contrôle" qui s'est montré tellement efficace que Muxia s'est couverte par trois fois de fuel.

La désorganisation, l'insuffisance des critères techniques, l'incapacité à prendre des décisions ont été totales. A tel point que les techniciens hollandais ont dénoncé le fait de n'avoir eu comme interlocuteur aucun technicien local mais uniquement des politiciens.

Malheureusement, face à ce désastre, une partie des travailleurs de la mer et de la population

côtière a peur de parler à voix haute. Le caciquisme des petits politiciens locaux est enraciné ici. Les fascistes du Parti Populaire (Fraga, chef P.P. du gouvernement de Galice, a été ministre de Franco) affichent en grand leur présence dans nos villes ; ce sont des maîtres et des "señores" à la tête de grandes exploitations agricoles. Ce n'est pas en vain que l'on dit de Fraga et Camariñas "les autres viennent avec des paroles, eux apportent les pesetas". La répartition des aides (à qui ?, comment ?) est en jeu et les gens touchés n'ont pas la force suffisante pour crier haut et clair, pour exiger des solutions immédiates. Ce devrait être l'ensemble des travailleurs de Galice qui devraient crier avec eux !

QU'ILS S'EN ALLENT TOUS !

La Fédération de Galice de la CNT-AIT, prenant acte de la situation, demande, entre autre, la démission de toute la chaîne de "responsables" politiques qui ont prouvé leur inutilité et leur nocivité : ministres, délégués du gouvernement, conseillers et président de la Junte régionale...

D'après un tract de la Fédération galicienne de la CNT-AIT distribué lors de la manifestation du 1er déc. à St Jacques de Compostelle.

<http://cnt.es> ●

1 _ quand ils ne se trouvent pas carrément en situation de véritable esclavage, comme les travailleurs philippins du pétrolier Prestige.

"C'est pour ton bien"

Mais cela est aussi à rapprocher des méthodes en vigueur pour l'éducation des enfants : la domination sans remise en cause possible, la manipulation qui évite le déploiement des forces répressives, le détournement de l'attention sur des sujets maîtrisés, tout cela est utilisé aussi bien par les parents que par les Etats.

C'est ce que nous fait toucher du doigt le livre de **Alice Miller "C'est pour ton bien" (Editions Aubier)**, ce livre qui fait réfléchir sur ce qu'on appelle la "pédagogie", la science de l'éducation des enfants.

La pédagogie, science de la répression des enfants

L'éducation n'est pas simplement, comme dans le Larousse, "l'action de former, d'instruire quelqu'un". D'après Alice Miller, l'éducation est, dans les faits, la manière de vaincre le caprice, l'entêtement, l'esprit frondeur et la violence des sentiments de l'enfance.

Cela commence au berceau. C'est vrai qu'on peut faire tout ce qu'on veut d'un petit enfant : le plier, lui enseigner de bonnes habitudes, le corriger et le punir, sans qu'il arrive quoi que ce soit, sans qu'il se venge, sans qu'il se libère de cette domination. On peut même lui interdire de se rebeller en ne supportant pas ses cris, sa colère ou même sa tristesse.

Alice Miller cite de nombreux extraits de traités de pédagogie déjà anciens, où l'objectif de l'éducation est dit clairement. Il s'agit d'éliminer de l'enfant toute volonté propre et de lui inculquer l'amour de l'ordre et l'obéissance absolue à ses parents et aux "grandes per-

On le sait, la répression est un outil indispensable aux sociétés fondées sur l'exploitation, et les médias servent à justifier et amplifier les actions répressives des Etats "démocratiques", leur évitant de déployer tout leur arsenal comme le ferait un Etat totalitaire. Parmi les boucs émissaires du pouvoir et des médias, les "jeunes" ont toujours été bien placés : violents, délinquants, voire in-civilisés, ils font peur aux braves gens dans les cages d'escalier, ces comportements "justifiant" une répression toujours plus sévère. Cela soulève bien des questions politiques, comme celle de la manipulation de "l'opinion publique" par le pouvoir, de son besoin d'affirmer sa force pour anticiper d'éventuelles révoltes, ou de sa nécessité d'occuper le terrain en détournant l'attention sur des sujets choisis et maîtrisés par lui.

sonnes". Ses sentiments spontanés doivent être combattus et il doit apprendre la maîtrise de soi. Ceci doit être entrepris dès le plus jeune âge, afin que l'enfant ne se souvienne plus de ce qu'on lui a enseigné et en déduise que cet ordre des choses est "naturel". "Si l'on parvient alors à leur ôter la volonté, ils ne se souviendront jamais d'en avoir eu une". Ces traités, qui n'ont pas peur de dire des choses horribles, nous semblent d'un autre âge. A voir... Dans les principes éducatifs actuels, la soif de pouvoir des éducateurs est plus dissimulée, mais l'objectif de l'obéissance reste évident, et les enfants doivent finir par ressembler à ce que l'on attend d'eux. Il serait un peu facile d'évacuer la question en prétendant que les choses ont bien changé. Si c'était le cas, pourquoi les parents et les adultes en général devraient-ils systématiquement mériter le respect, tandis que les enfants ne le méritent a priori jamais ? Pourquoi les enfants devraient-ils systématiquement se plier à la volonté des adultes ? Il s'agit bien d'imposer sa volonté à l'enfant, qui doit toujours se soumettre, même si on se doit aujourd'hui d'être un peu plus conciliant. J'ai récemment entendu une (jeune) institutrice expliquer fièrement à des parents jugés trop laxistes que quand elle regarde sa propre fille, celle-ci baisse les yeux, parce qu'elle se soumet. Les méthodes physiques utilisées aux siècles derniers (utilisation de la violence jusqu'à la torture) ne sont plus prônées aujourd'hui, mais les méthodes psychologiques, partagées par tous les parents et les éducateurs, sont tout aussi efficaces (intimidation, manipulation, humiliation, moquerie, mépris, chantage ou privation d'amour). Qui n'a jamais

été témoin de la manipulation des enfants ? Qui n'en a jamais été victime ?

Même la tendresse ne se donne pas sans arrière-pensée ; elle est donnée à l'enfant quand il est "gentil", c'est-à-dire conforme à ce que ses parents attendent de lui. L'enfant ne peut pas comprendre que ce qui satisfait alors ses parents, c'est qu'il les rassure : il fait d'eux de bons parents, autrement dit de bons enfants, sages et appliqués, de leurs propres parents.

Le secret le mieux gardé

Pour Alice Miller, le pire n'est pas là. Toutes les vies sont pleines de frustrations et il ne peut en être autrement. Il est évident qu'on ne peut laisser un enfant faire tout ce qu'il veut, et qu'il faut qu'il apprenne à composer avec la volonté des autres, à commencer par celle de ses parents.

Mais ce n'est pas tant la souffrance qui est destructrice, que l'interdiction de cette souffrance, le désespoir de ne pouvoir l'exprimer. Car l'enfant ne doit jamais s'apercevoir de ce que lui font ses parents.

Tout ce qu'ils lui font, ils le font pour son bien. C'est en tous cas ce qu'eux-mêmes et la société lui rabâchent, et il lui est impassible de comprendre que leurs objectifs sont tout autres. En fait, les principes éducatifs traduisent beaucoup plus les besoins de l'adulte que ceux des enfants, et en premier lieu, le besoin inconscient de reporter sur un autre les humiliations que l'on a soi-même subies par le passé. Car comment supporter un enfant vivant, spontané, qui ressemble tant à celui qu'on aurait pu être si on n'en avait pas été empêché ? Si on le laissait

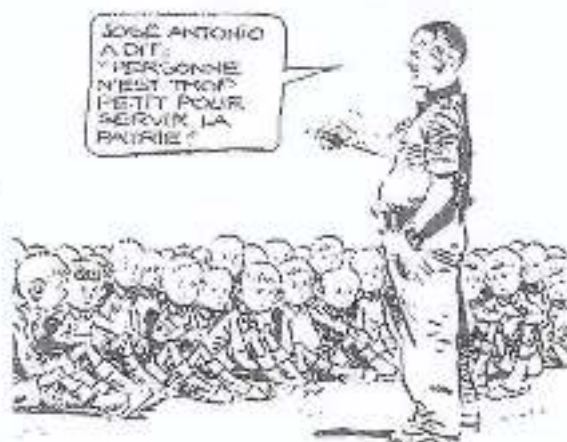
SUITE PAGE 15

vivre tel qu'il est, cela ne signifierait-il pas que ses propres sacrifices et la répression de ses propres sentiments n'étaient pas nécessaires ? Cela ne risquerait-il pas d'anéantir l'idéalisation de sa propre enfance et de ses propres parents ? Et pour se protéger contre toutes ces questions trop déstabilisantes, les parents croient pour de bon que s'ils appliquent les principes éducatifs qu'on leur a appliqués, c'est, comme on le leur a maintes fois répété quand ils étaient petits, pour le bien de leurs enfants. Et l'enfant qu'on éduque apprend ainsi à... éduquer.

Cela ne veut pas dire que les parents n'aient pas leurs enfants. Cela veut simplement dire qu'ils ont appris à taire leurs propres sentiments, et à les remplacer par des règles de "bonne conduite", avec lesquelles ils sont au moins sûrs de ne pas être regardés de travers "en société". Et finalement, même l'amour qu'ils portent à leurs enfants est ambigu : d'un côté le manque de respect et d'intérêt pour cette personne qu'est leur enfant, la domination, la manipulation, l'humiliation, la restriction de liberté, et de l'autre les caresses, les gâteries et les tentatives de séduction, dans la mesure où l'enfant est ressenti comme une partie de soi-même. Au lieu d'un véritable amour pour un être particulier, c'est un amour "parental", pollué par le devoir d'aimer son enfant, celui de l'éduquer correctement et par un fort sentiment de culpabilité hérité de sa propre éducation. Car, si les parents agissent pour le bien de l'enfant, celui-ci ne peut que se sentir coupable chaque fois qu'il se sent humilié ou révolté contre ce qu'il subit : tout cela ne peut être que de sa faute.

Pourtant, même si les parents réussissent généralement à dresser leurs enfants, la puberté vient tout bouleverser et l'adolescence est le moment de la remise en cause, de la révolte. Les jeunes se retrouvent d'un coup confrontés à l'intensité de leurs

véritables sentiments. Chacun s'arrange comme il peut avec cette explosion intempestive, mais la société n'admet pas que l'on exprime des sentiments intenses et violents, car les adultes ont tous plus ou moins bien réussi à éteindre ce feu en eux et ils entendent bien ne pas le tolérer des adolescents. C'est sans doute pour cela que les pouvoirs successifs mettent autant d'acharnement à la répression des jeunes, et c'est sans doute aussi pour cela que les adultes qui constituent "l'opinion publique" acceptent si facilement l'idée que ces jeunes, même quand ils sont âgés de 10 ou 13 ans, sont



dangereux.

Il "suffirait" pourtant de se rendre compte de l'existence de ces chaînes pour pouvoir se dire que, comme tout le monde, nos parents ont, au mieux, fait ce qu'ils pouvaient, en composant avec le carcan de leur éducation, leurs contraintes quotidiennes, leur désir de liberté et leurs vrais sentiments pour leurs enfants. Il "suffirait" d'admettre que les choses se sont passées comme cela et qu'on n'y pourra rien changer, pour se libérer d'un peu de cette culpabilité et de ce besoin obsessionnel de justifier la conduite de ses parents en la reproduisant sur ses propres enfants. On pourrait alors commencer à aimer et respecter ces enfants-là pour eux-mêmes, en étant attentif à leurs besoins ou à leurs sentiments, sans les ressentir comme des menaces, sans se sentir coupables. Et ces enfants pourraient nous en apprendre, sur nous-mêmes, sur la spontanéité et les sentiments que nous avons vaincus par notre application à les maîtriser.

L'apprentissage de la soumission

Dans son livre, Alice Miller donne une large place aux portraits d'enfance de trois personnalités particulières : celle d'Adolf Hitler, celle de Jürgen Bartsch (jeune infanticide) et celle de Christiane F. (droguée, prostituée).

Il paraît évident que les enfances massacrées de ces personnages ont joué un rôle déterminant sur leurs personnalités et leurs capacités de destruction. On peut cependant douter que, dans le cas

d'Hitler, cela suffise pour expliquer la mise en place du régime nazi, même en tenant compte du fait que les principes éducatifs qui avaient détruit le petit Adolf étaient aussi ceux utilisés pour éduquer tous les petits enfants allemands.

Il n'en reste pas moins que les ressemblances frappantes qui ressortent de la

comparaison entre le fonctionnement de l'Etat et l'éducation des enfants montrent qu'ils obéissent aux mêmes "valeurs". Comme le dit Alice Miller : "Si l'enfant apprend à considérer même les châtements corporels comme des "mesures nécessaires" contre les "maffaiteurs", parvenu à l'âge adulte, il fera tout pour se protéger lui-même de toute sanction par l'obéissance, et n'aura en même temps aucun scrupule à participer au système répressif".

Libertaires dans un monde d'exploitation capitaliste, nous sommes bien placés pour savoir que le chemin entre l'éducation et l'adhésion aux valeurs d'une société n'est pas tout tracé. Mais il me semble que tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces valeurs, qu'ils soient bien sûr parents, mais aussi éducateurs, instituteurs, professeurs... tous devraient tenter d'explorer de nouvelles façons de se comporter avec les enfants.

Alice ●

Terrorismes manipulés, ou comment tous les Pouvoirs ont toujours bâti leurs empires sur la Peur.

"Sainte-Trouille, mère de toutes les soumissions, priez pour nous, pauvres richards, afin que notre règne dure encore et toujours", tel est bien le credo qu'ont entonné à gorges déployées les divers dépositaires du Pouvoir, à toutes les époques et sous toutes les latitudes.

La Peur a toujours servi avec un zèle constant l'Autorité ; dans les systèmes de domination archaïques ou dictatoriaux la soumission des sujets s'obtient par la crainte immédiate, viscérale : la force de répression est très largement présente, incroyablement brutale, bestialement dissuasive. C'est "l'Ennemi intérieur" qu'il s'agit d'anéantir. A contrario, les oligarchies modernes et pseudo-démocratiques vont s'ingénier à susciter la peur du "pire", la frayeur de "ce qui pourrait advenir si..." (si nous, vos bons maîtres, n'étions pas, ou hélas plus, là, pour vous défendre), le contrat social reposant alors sur une "vérité" massivement diffusée : "Ici, mieux qu'en face".

Or, à trop vouloir unifier et soumettre le Monde, nos maîtres s'en sont pris, peut-être avec une certaine inconséquence, à l'autre monde, l'anti-monde, la planète rouge, cocoland. En implosant, la frayeur qu'il inspirait s'est volatilisée et le monde "libre" s'est brutalement retrouvé sans ennemi ; quel ennui ! Il est des victoires qui peuvent rapidement se transformer en défaites. Un monde sans Peur aurait pu annoncer un monde sans Pouvoirs. Il fallait remédier à cela, et, sans tarder l'on découvrit et l'on instrumentalisa un nouvel Ennemi, l'islamisme radical, qui fut rapidement doté de moyens pour atteindre un certain niveau de crédibilité. (Rappelons que Ben Laden, recruté à Istanbul en 1979, a été un agent de la C.I.A. pendant presque 10 ans).

La Peur est constitutive du Pouvoir ou même titre que le mépris et le secret : c'est dans l'emploi du contre-terrorisme ou terrorisme d'Etat, aux limites toujours floues entre infiltration et manipulation, qu'apparaît de façon manifeste la duplicité perverse du Système qui prétend combattre un ennemi qu'il arme dans le même temps.

A ce jeu hélas pas très nouveau du contre-terrorisme, c'est sans contester au pouvoir algérien qu'il

faut attribuer la palme d'or (et de sang) pour ces dernières années. Menacés dans leur existence et leurs privilèges par un ras-le-bol général de la population, les nantis du F1N ont choisi d'instrumentaliser à grande échelle le terrorisme. Les maquis islamistes ont été infiltrés, voire créés de toutes pièces par l'armée et les services de sécurité, afin de massacrer la population algérienne (des dizaines de milliers de morts en quelques années). Rarement un pouvoir aura coopéré de façon aussi flagrante avec ses soi-disant ennemis, pour assurer sa survie en massacrant sa propre population. (Des témoignages nombreux de militaires repentis confirment l'implication directe des services d'Etat dans les tueries ou la non-intervention voulue lors des nuits d'épouvante).

La Russie "désaviétisée" mérite également de figurer en bonne place à ce triste palmarès ; si les maîtres ont changé de discours, les méthodes demeurent, l'arrogance cynique et le mépris total de la population sont toujours de mise. On se souvient qu'en été 99 la famille Eltsine (famille étant à prendre ici au sens maffieux du terme) passablement aux abois, cherche à préserver ses privilèges : le déclenchement d'une seconde guerre en Tchétchénie permettrait de dissi-



per certain parfum de scandales et autoriserait vraisemblablement la réalisation de juteux bénéfices. La Russie accèderait par ailleurs au club fermé des "victimes du terrorisme international". Après une incursion ratée dans le Daghestan par les boevikis ("combattants tchéchènes") de Khaltab⁽¹⁾ et de Chamil Bassaev⁽²⁾ (très vraisemblablement commandité par Berezowxki⁽³⁾), éminence grise de Eltsine - des écoutes téléphoniques divulguées et parues dans la presse en font foi, les stratèges du Kremlin décident de frapper fort pour rendre inévitable le déclenchement de la seconde guerre. Entre le 31 août et le 17 septembre une série d'attentats à l'explosif secouent la Russie (un centre commercial près du Kremlin, deux immeubles dans un quartier populaire de Moscou, etc.). Le bilan est lourd : 300 morts, des milliers de blessés. Les Tchétchènes sont accusés d'être les auteurs des attentats. A la suite d'un "malheureux" cafouillage à Ryazan (Russie centrale) le 22 septembre 1999, la police locale intercepte trois individus qui venaient de déposer de fortes charges d'hexogène (explosif militaire), utilisé égale-

SUITE PAGE 17

ment lors des attentats précédents. L'enquête tourne court, le FSBI*#1 mis en cause n'hésite pas à prétendre qu'il s'agissait d'un exercice de simulation, destiné à tester la vigilance de la population et de la police : circulez, il n'y a rien à voir !

Des milliers de morts plus tard ... (100 000 Tchétchènes, 1/10ème de la population, sont morts au cours de la 1ère et de la 2ème guerre, ainsi qu'environ 10 000 russes) la guerre et ses profiteurs prospèrent. La récente prise d'otages au théâtre de la Daubrovka à Moscou (du 23 au 26 octobre 2002) prouve s'il en était encore besoin que le pouvoir russe entretient de bien étranges relations avec ses terroristes ainsi qu'avec la population qu'il est censé protéger. Depuis la déconcertante facilité avec laquelle le commando tchétchène (une cinquantaine de personnes lourdement armées) a pu franchir les très nombreux barrages établis dans Moscou, jusqu'au terrifiant gazage du théâtre par les Spetsnaz (forces spéciales) -130 morts parmi les otages-, tout dans cette affaire fleure

délicieusement bon la Raison d'Etat...

L'emploi du "terrorisme islamiste" comme moyen de police n'est évidemment pas l'apanage des seuls régimes dictatoriaux (façon algérienne ou façon russe). Nos pseudo-démocraties n'hésitent non seulement pas à en user mais semblent bien fonder toutes leurs politiques (intérieures et extérieures) sur une gestion avisée de la crainte que ce terrorisme suscite, crainte qu'il convient donc d'entretenir, les bénéfices de cette campagne mondiale sur le thème de l'insécurité s'annoncent prometteurs : il s'agit tout bonnement de se repartager ce monde, le seul empire restant en lice (USA et associés) s'apprêtent à assurer enfin sa mainmise globale sur la planète ; les citoyens consommateurs étant priés, durant le grand jeu guerrier "l'Axe du Mal II, le Retour" de se tenir cois et d'assister, sans résistance, à la disparition d'un certain nombre de fragments de liberté octroyés par le passé, guerre oblige.

Conquête guerrière à l'extérieur, paix sociale à l'intérieur pour cause d'union sacrée (les opposants radi-

caux sont criminalisés et assimilés aux terroristes), on voit bien l'immense profit que dégage l'exploitation de la peur, l'orchestration wagnérienne de la Terreur. Poussées brèves de folle panique ou d'épouvante blême, effroi persistant, insidieux, frousse chronique bien gorgée d'insécurité quotidiennement réadministrée... qu'importe la manifestation clinique de la maladie, l'important est que l'épidémie soit largement répandue.

Tremblez mortels, nous ordonnent nos Maîtres, pendant ce temps nous faisons le reste (nos petites affaires notamment).

Gargamel ●

1 _ Khallab : Chef de guerre d'origine saoudienne. Intègre la rébellion tchétchène après un passage en Afghanistan. 2 _ Chamil Baraev : Chef de guerre tchétchène.

3 _ Berezowski : Richissime homme "d'affaires", éminence grise de Boris Eltsine. Actuellement en exil à Londres, il a vraisemblablement été un des maîtres du jeu politique en Russie à l'époque Eltsine. Propriétaire de chaînes de télévision, de journaux; BAB (Boris A. Berezowski) fait aussi dans le pétrole, l'aluminium, etc. 4 _ F.S.B. : Digne héritier du KGB. A l'époque, c'est un certain Vladimir Poutine qui dirige le service.



Bon, bien sûr, c'est facile de dire du mal. Mais, entre le faux clone de Raël et le vrai bagagiste, ils nous ont gâtés, les journalistes ! Effets d'annonce, paroles d'experts, d'un mois sur l'autre, les faits trahissent les titres ! Maintenant, on est au-delà du Raël : Georges Bush, fruit d'une expérience de népotisme, cherche à nous cloner 1991. Depuis des mois, il claironne l'air de la mobilisation contre Saddam. Annoncer une guerre, qui plus est préventive est étonnant à plus d'un titre. Quels sont les buts de l'administration américaine ? Écraser à grand renforts de tambours et trompettes un état affaibli, pour prouver sa force ? S'installer encore plus dans le Golfe ? Redorer le blason de Saddam Hussein pour qu'il concurrence le fantasmagorique Ben Laden ? Supputations, hypothèses et boule de cristal. Nous ne sommes sûrs que d'une chose : n'être sûrs de rien. En France, la classe politique ne suppute pas. Elle dit non à la guerre, et précise "non à la guerre en Irak". Retour de la Gauche. Devant, les cravatés, derrière les vieux-militants-qui-y-traient-encore, au fond, les gauchistes. S'il ne faut pas qu'il y ait la guerre, La Palisse dirait qu'il faut qu'il y ait la paix. Que se passe-t-il en Côte d'Ivoire, que se passe-t-il en Birmanie ? Busch a bon dos. Ses

démonstrations de force font passer au second plan l'intervention de l'armée française en Afrique. Des petits paquets de morts (au choix : des mutins, des rebelles, voire des bandes incontrôlées) remontent de l'actualité comme des galettes de fioul de l'océan.

A propos, qui a entendu parler du procès intenté contre Totalfinaelf et son PDG Desmarests pour déportation, exécutions et viols commis contre la population civile Birmane ?

Totalfinaelf paye les militaires de la junte au pouvoir pour assurer la sécurité de son gazoduc en frisant à vue sur les travailleurs. L'Express, qui se vend bien, ne s'étend pas sur ce sujet. Il préfère nous donner "sept bonnes raisons" (souvenir inconscient des sept mercenaires ?) pour nous faire croire à l'attentat dans l'affaire AZF. Pas une des raisons n'est bonne ni nouvelle, mais relancer la rumeur, ça lave toujours un peu Total et ça soûle les populations ouvrières d'origine musulmanes.

Les journalistes, qui ont fini par avouer qu'en 1991 la censure militaire les avait manipulés, nous jurent, la main sur le cœur, qu'on ne les y reprendra plus. Trop tard. On les y a déjà repris.

Realita ●

Côte d'IVOIRE

Depuis la mort du dictateur Félix Houphouët-Boigny, les prétendants au trône ivoirien sont légions et usent de tous les stratagèmes et idéologies douteuses pour arriver au pouvoir : républicanisme, ivoirité (préférence nationale), ou encore escadrons de la mort, attentats...

Avec la tentative de coup d'Etat du 19 sept. 2002, on peut penser que Gbagbo [le nouveau despote, élu difficilement en octobre 2000] ne serait plus aujourd'hui au pouvoir sans l'aide de Chirac. Il faut dire qu'Houphouët-Boigny a bien su vendre la Côte d'Ivoire pendant son règne. Les affairistes [essentiellement français] ont depuis longtemps investi les marchés juteux moyennant leur soutien militaire et financier au dictateur. Les produits agricoles [café, cacao, coton] intéressent surtout les Français. Les produits manufacturés sont, eux, vendus dans toute l'Afrique de l'Ouest, où ils constituent bien souvent la seule alternative aux produits français beaucoup plus cher. Alors, paralyser l'économie de la Côte d'Ivoire, c'est toucher celle de l'ensemble de la sous-région. Par exemple, depuis le coup d'Etat manqué en RC, le Burkina Faso connaît une pénurie d'huile de moteur deux roues qui est le moyen de transport le plus usité par la population, ce qui n'est pas sans conséquences. La crise actuelle est importante, elle traduit la course des despotes pour le pouvoir mais aussi le rôle dominant de l'Etat français en Afrique. Aujourd'hui il est rentré en guerre en Côte d'Ivoire, c'est lui qui arbitre, qui dit "qui fait quoi" et "avec qui" (Accord de Marcoussis, janvier 2003). En cas de désaccord, il tue [30 ivoiriens ont été tués par des soldats français le 6 janvier 2003].

Pendant ce temps, le peuple africain vit dans la misère, le chômage, le manque d'eau et de nourriture, l'accès limité aux soins et à l'enseignement... Face à ça, le système D et

l'entraide sont la base même de la survie. Les révoltes populaires sont aussi très nombreuses : manifestations étudiantes qui dénoncent la corruption, manifestations de quartier contre les expulsions, les coupures d'eau et d'électricité.

Chaque Africain sait qu'il risque sa vie en allant dans la rue. Combien de morts, de blessés pour sortir de la misère et dénoncer la corruption ? Personne ne fait le décompte ! A noter qu'ils ne demandent pas le droit de vote, personne n'est mort pour cette connerie ! Les pouvoirs, de n'importe quel bord qu'ils soient, non contents de se remplir les poches, maintiennent leurs compatriotes dans le trou. Ils rackettent, emprisonnent, torturent et tuent toute personne agissant publiquement pour le droit de vivre dans la dignité. La "paix sociale" est nécessaire au capitalisme, et comme la vie d'un Africain ne vaut rien...

La France a soutenu tous les dictateurs et présidents africains, elle est donc complice de tous leurs crimes. Aujourd'hui c'est un nouveau tournant qui est pris avec la xénophobie qui gagne la Côte d'Ivoire. Les "étrangers" sont encore une fois un exutoire aux problèmes économiques. Il faut un coupable à la misère ; alors le régime désigne un "Dioula", un "Burkinabé" (tout comme en France il ne fait pas bon être "Arabe" ou "Gitane").

Arrêtons de suivre aveuglément et refusons la guerre en Côte d'Ivoire !! Révoltons-nous contre les tyrans !! "Et bonne sanse nous tous !!"

Boubacar ●

BRÉSIL

A Acapara, des familles qui vivent dans l'assentamento [= occupation légalisée] "Baquelrao / 24 avril", formant un groupe autonome, sont menacées d'expulsion parce qu'elles ne se soumettent pas à une logique qui reproduit tous les mécanismes du capitalisme. Les patrons d'antan sont maintenant remplacés par une "élite administrative" qui

reproduit la hiérarchie, l'autoritarisme et qui empêche la participation collective aux prises de décisions. Les femmes et les jeunes sont écartés. Tous doivent se soumettre à la gestion et au contrôle de l'INCRA (organisme d'état) qui oblige les paysans à contracter des dettes. Ils doivent entrer dans une logique productiviste et se tuer de fatigue, sous un soleil brûlant, en étant sous alimentés, dans des journées de travail qui durent 12, 16 heures. Malgré tout ça, ils ne peuvent pas rembourser. Alors, ils souscrivent un nouvel emprunt et rentrent dans un cercle vicieux interminable. Pilotés par les "spécialistes" de l'INCRA, ils brûlent les forêts, dévastent les terres et utilisent des produits agrottoxiques (engrais...) de manière excessive.

C'est justement parce qu'elles tentent de résister que ces familles sont confrontées aux institutions du capital et à la majorité des occupants de l'assentamento. Comme il est impossible de coexister pacifiquement avec des projets et des pratiques si différentes, elles réclament la division de l'assentamento, afin de pouvoir, dans la partie qui lui reviendra, refuser de brûler les terres et d'utiliser les agrottoxiques, pour donner la priorité à une agriculture de subsistance agro-écologique, et faire que les décisions soient prises par tous ceux qui vivent dans l'assentamento (femmes et jeunes inclus) de manière horizontale et démocratique et surtout, questionner dans sa totalité la soumission de la vie à la logique de production mercantile.

Nica ●

Rectificatif - Russie

Contrairement à ce que nous avons annoncé dans notre dernier numéro, sur la foi d'un communiqué erroné, la CRAS-AIT nous fait savoir qu'elle ne participe pas aux activités du groupe "Solidarité contre la guerre", car celui-ci a pris des positions réformistes et nationalistes incompatibles bien entendu avec l'anarchosyndicalisme.

Notre prochain numéro (N° 80), daté de avril-mai 2003) paraîtra début avril 2003.

OBJECTION A L'IMPOT

"Devant l'ampleur des augmentations des crédits pour l'armée et les équipements militaires (qui servent à tuer), j'use de mon devoir de désobéissance morale envers une vision terroriste de la société humaine qui oublie la solidarité entre tous pour préparer des guerres identiques à toutes celles, passées ou présentes, qui n'ont jamais résolu un quelconque problème.

En conséquence, assujéti cette année à payer un impôt sur le revenu, je vous fais part de mon Objection à la préparation de toute guerre. Je ne règle pas le montant de mon imposition qui impliquerait pour ma conscience de parvenir à imaginer que je participe à la fabrication du moindre boulon de la moindre bombinette.

Recevez, Messieurs, mes salutations libertaires."

[Lettre envoyée par notre compagnon Michel R. à son percepteur, aux "autorités" concernées et à la presse locale qui l'a reproduite].

GROSSE ABSTENTION PATRONALE AUX PRUD'HOMMES

"A propos des dernières élections prud'homales, les syndicats de collaboration de classe ont pris une cloque de plus, du fait de l'abstention (moins de 33 % de votants !). La CGT, qui sort "victorieuse" du scrutin a fait à peine un peu plus d'un million et demi de voix pour plus de 16 millions de salariés inscrits, soit moins de 10 % des inscrits. Comme quoi, on peut être vainqueur avec pas grand chose. La presse n'a pas beaucoup commenté cette catastrophe pour les réformistes. Et, elle a été encore plus discrète pour le ver-

sant patronal des élections. Car les patrons aussi éalisaient leurs juges-représentants. Et ils se sont massivement abstenus : à grand peine 25 % d'entre eux se sont déplacés, le taux d'abstention frôlant le chiffre record de 75 %. Ce n'est pas pour rien que les patrons s'abstiennent. Bien informés de la façon dont se font les procès, ils savent que, quels que soient les élus, ils appliquent le Code du travail. Et que les syndicats "ouvriers" font sans vergogne leur boulot de complices du capital. Alors, pourquoi les patrons se déplaceraient-ils, en effet".

Maurice ●

DEGOUTEE

"Je suis un peu dégoûtée par la dernière manifestation unitaire contre le mazoutage des côtes bretonnes, où les écologistes se sont retrouvés avec les marchands et les restaurateurs. Or, leur attitude a été lamentable. Certains faisaient payer 1.5 euros le café aux bénévoles qui venaient nettoyer "leur site" ! Beaucoup ont fait fortune avec les dédommagements car ils ont été remboursés suivant leur chiffre d'affaire et les calculs étaient clairs comme du jus de boudin. De plus, les bénévoles étaient très mal traités alors que certaines entreprises de travaux publics ont bien fait leur beurre."

C. ●

TOULOUSE :

● Permanence publique, au siège du syndicat, 7 rue St Remesy, tous les samedis de 17h à 19h. Table de presse tous les dimanches au marché aux puces St Sernin à partir de 10h30 et au Restaurant universitaire du Mirail le mercredi à partir de midi.

● **SAMEDI 15 FEVRIER, A PARTIR DE 16 HEURES :**
Au siège du syndicat, "CREPES LIBERTAIRES".
Lecteurs, sympathisants, vous êtes les bienvenus.

● **SAMEDI 22 FEVRIER, A 15 HEURES :**
Manifestation des sans-papiers, place du Capitole.

● **SAMEDI 1er MARS, A 15 HEURES :**
Le réseau "Résistons ensemble", commission de lutte contre les violences policières, organise une assemblée générale à Toulouse au local de la CNT-AIT. Pour plus d'infos : Témoins, 170 avenue Thiers, 69006 Lyon, temoinslyon@free.fr

● **JEUDI 20 MARS, A 20 H. 30 SALLE DU SENECHAL :**
Réunion publique CNT-AIT sur le thème : "Actualité du mouvement libertaire". Entrée libre et gratuite.

● **"UN AUTRE FUTUR DANS LES QUARTIERS" :**
Tous ceux qui sont intéressés pour participer à la rédaction et à la réalisation du prochain bulletin de quartier peuvent envoyer leur texte ou prendre contact en s'adressant au siège.

MONTAUBAN :

Table de presse tous les samedis au marché Prax Paris à partir de 10h30

"FORUM LIBERTAIRE" : Le numéro deux de cette feuille d'information du secteur santé social éducation, va sortir incessamment sous peu. Vous pouvez le demander à :

Forum libertaire, CNT-AIT, B.P. 158, 82001 MONTAUBAN cedex

Le repas de blaireaux

On a beau fuir le troupeau, en famille ou au boulot, il nous arrive parfois d'être l'invité surprise d'un repas de blaireaux. Anniversaire, mariage ou enterrement, boulot, ce sont là des traquenards infâmes où rote à voix haute la France qui vote et lit *Le Monde* ou *L'Aberration*. Mon dernier traquenard date d'une semaine à peine : un repas de boulot, plein de sociaux. Il y avait le prof, ex-PSU, Cfdistes façon Attac, barbiche et vieux polo. Il y avait le fou du boulot, éternel irresponsable confondant la planète et son nombril. Il y avait le gentil, le méritant, l'autodidacte, militant gauche-gauche, groupie d'Arlette et apprenti yogi. Il y avait l'humaniste, digne et mesuré, sourire de nonne, dégoulinant de compassion.

C'est parti en sucette au milieu de l'osso-buco. Jusque là, la conversation traînait dans une délicieuse banalité : la météo et le réchauffement, les 35 heures et les vacances, rien que du bon ! Mais le prof, se croyant au boulot, ou se sentant tout à coup habité par la grâce, s'est mis à se soulager la boîte à connerie en public : "Bon, oui, tout le monde le sait, Chirac est un truand et les américains sont des salauds, mais il faut reconnaître qu'il y a une violence dans tous les niveaux d'organisation de cette société planétaire qui, primo, engendre la violence, deuzio, développe un sentiment légitime de peur chez les citoyens. Quelle que soit l'antipathie que l'on a pour Bush, Saddam est un boucher, et Sarkozy n'a pas tout à fait tort. Les gens ont peur !". Et encore, là je résume, mais en vrai c'était mieux, plus con, plus socialo, façon PPSDA à la télé. L'apprenti yogi emboîta le pas aussitôt, pleurant cette guerre tombant du ciel et ce terrorisme si inhumain. Perte de repère proposa-t-il ? Perte d'autorité répondit le prof. Besoin de morale conclut la nonnette.

"Et l'anar, qu'est ce qu'il en pense l'anar ?", me balança le prof, "Face à cette violence, face à cette peur, on fait quoi ?". J'avais dans la poche deux trois feuilles rédigées par un copain pour "Le Combat Syndicaliste". Ça parlait de la peur justement. J'ai sorti le brouillon de ma poche et je me suis mis à lire des passages, le sourire aux lèvres, et l'œil assassin. "C'est le retour de la peur ! La peur d'aujourd'hui bien sûr, mais surtout la peur de demain, la peur comme façon de vivre, comme raison indispensable. Qu'ils nous parlent de la violence scolaire ou du cancer du sein, de Ben Laden ou de l'Irak, de marée noire ou de tempête, de chômage ou de faillite, du monde qu'ils détruisent ou des centrales nucléaires qu'ils érigent, ça sent la souffrance, la catastrophe, la mort et la misère. Du Nord au Sud, de ton quartier à la planète entière, de ta vie la plus intime aux aspects les plus sociaux de tes activités, ils sèment sans cesse leurs chiffres de mort, leurs statistiques de violences et de crimes, leurs prévisions de catastrophes, leur discours d'experts mortifères. Gare à ta bouffe, palan à cancer ! Gare à ta bière, sirop de thymibose ! Gare

à ton voisin, gueule de terroriste ! Gare à ton quartier, nid à racaille ! Gare aux pauvres, gueules de souffrance ! Gare à la planète, vaisseau de misère ! C'est plus de la vie, c'est de la course à reculons vers la mort. Tout est dangereux, tout est sans espoir, ton futur c'est la mort ! Même l'espoir est devenu dangereux, c'est de la folie qui s'ignore. Ce n'est plus un monde, c'est un mouvoir pour nouveaux-nés en sursis". Tu vois ça prof, c'est pas de moi, c'est d'un copain du syndicat, mais c'est ma réponse. Et je peux même te donner la solution à ton problème, c'est à fin du papier du copain.

Et de la même voix inflexible, j'ai repris la lecture, j'ai remis la deuxième touche : "Que peux-tu espérer à les entendre ? Rien ! Ecoute-les faire chanter, dans les médias, ces tristes oiseaux de mauvais augure, les journaloux. "Le monde est maintenant immuable, l'histoire est morte et la technologie est reine ; la planète est la poubelle de tes excès, la pauvreté du Sud est le prix de ton maigre salaire de nègre blanc, ta retraite s'appelle misère, et le progrès t'offre son avenir radieux : l'euthanasie payée par capitalisation." Mieux que des flics, mieux que des juges ou des trouffions, la peur à elle seule tue ton futur et castré ton présent. C'est contre tout cela que l'on s'insurge, que l'on refuse, que l'on résiste. C'est ce monde là que l'on finira bien par abattre, ne serait-ce que parce que l'on veut vivre et non plus survivre. Ils ont beau distiller leur propagande de croque-morts, nous, on sait que sans l'espoir on est mort, mort vivant, mort debout, mais mort. On ne choisit pas, on ne croit pas, on sait ! On sait que la vie, ce n'est pas le boulot ni la mendicité institutionnelle, ce n'est pas la course au fric ni l'escalade du piédestal ! Et surtout, on sait que le monde n'est pas immuable, que l'histoire a déjà vu briller le soleil des prolétaires, et que tous les systèmes de domination se prennent un jour ou l'autre la patte dans leur propre piège. A leur peur empoisonnée d'un futur personnel et collectif apocalyptique, nous opposons la force de l'espoir. Nous sommes des semeurs de graines d'espoir, des inventeurs de futur, ils peuvent nous moquer, en rire, en pleurer, dealer avec dieu ou prier le dollar, mais l'anarchie est une idée neuve, et pas seulement une utopie." La nonne en fut toute esbaudie, le yogi tout groggy, et le prof, riche de ses vingt années de défaites syndicales lâcha : "C'est bien, tu as gardé tout ton pouvoir d'indignation !".

La fin de repas fut morose, façon congrès socialo. L'humaniste tenta bien de lancer la conversation sur le championnat des cerf-volant au Touquet, mais personne ne faisait de cerf-volant. Au fond j'avais pas perdu mon temps. Le texte du copain devait être bon car le prof n'avait pas fini son gâteau brésilien. En général, pour couper l'appétit d'un socialo, il en faut. Maintenant j'en étais sûr, ça en ferait un chouette de texte, pour notre journal ! ●